



COMMUNIQUE DE PRESSE

RENCONTRE AU MINISTERE DES TRANSPORTS :

Le gouvernement s'obstine sans argument !

Jeudi 11 Avril 2019, une délégation de l'association « NON au CDG Express », composée de Charlotte Blandiot-Faride, Marianne Margaté, Didier Mignot, Dominique Launay, Lionel Toussaint et Didier Le Reste a été reçue à sa demande par le directeur de cabinet et le conseiller social de la Ministre des Transports.

La délégation a réaffirmé sa totale opposition au « CDG Express » et demandé son abandon définitif. Un projet discriminatoire qui pénalisera les usagers et habitants de la Seine-St-Denis, de Seine et Marne, de l'Oise, de l'Aisne...ainsi que ceux résidents au sud de la ligne du RER B. Un train qui ne desservira aucun des départements traversés et qui sera inaccessible aux tarifs Ile de France Mobilités (pass navigo...) avec un billet pour un seul voyage au prix estimé entre 24 et 29€.

Où sont les propos du 1^{er} ministre et de la ministre des transports affirmant que la priorité du gouvernement était les transports du quotidien ? Tous les jours, des actes du gouvernement confirment l'inverse.

Face à nos questions, explications, propositions les représentants du ministère ont été dans l'incapacité de fournir le moindre argument justifiant ce projet, se limitant à répéter ce que nous dit déjà depuis plusieurs mois allant jusqu'à oser dire que « grâce » au CDG EXPRESS, 500 millions d'Euros allaient être injectés sur le RER B, un discours des plus démagogique qui rencontre une opposition de plus en plus large et diversifiée.

Nous avons aussi rappelé que cet acharnement et cette violence avec laquelle le gouvernement avance à marche forcée sur ce dossier sous l'impulsion du Président MACRON sont à mettre **en lien avec sa volonté de privatiser Aéroports de Paris (ADP) ce que n'ont pas formellement contesté les représentants du ministère.**

Nous leur avons demandé d'étudier nos propositions alternatives, comme le bouclage du RER B entre Mitry-Claye et l'aéroport, répondant à l'amélioration du RER B et de la desserte de l'aéroport tout en permettant **le développement des trafics des lignes K et P, TER Picardie sans oublier le FRET Ferroviaire** dans une période où l'urgence est à la lutte contre le réchauffement climatique. Mais là pas de réponses !

Malgré leurs dénégations, les arguments fournis nous autorisent à dire que le financement est loin d'être bouclé et qu'il reste bien public.

Quant à la publication du rapport du Préfet de Région sur l'impact des travaux du CDG EXPRESS sur les transports du quotidien, elle semble plus compliquée que prévue, les scénarios semblent se multiplier tout comme l'allongement de la durée des travaux et d'une éventuelle mise en

À plus forte raison que les représentants du Ministère ont indiqué que des travaux pourtant prévus sur l'infrastructure ferroviaire ne seront pas réalisés comme à Corbeil Essonne par exemple.

Nous savons que beaucoup de voix s'élèvent en interne, à la SCNF entre autres, pour déclarer qu'il ne sera pas possible de mener de front tous les chantiers et qu'à partir de là, ce sont ceux qui doivent améliorer les transports du quotidien qui sont à prioriser !

Le Président MACRON, le Gouvernement l'entendront-ils ou alors continueront-ils à passer en force au mépris des oppositions grandissantes, en prenant la responsabilité d'aggraver les conditions de transports de 2 millions d'usagers quotidiens ?

L'association « NON AU CDG EXPRESS », face à la fébrilité du gouvernement, appelle à amplifier la mobilisation, à multiplier les initiatives sous toutes ses formes, tant au niveau local, départemental que régional.

Nous allons continuer à informer, à expliquer pourquoi il faut dénoncer et stopper ce scandale d'Etat, financier, environnemental, social ! Gagnons les moyens pour les transports publics du quotidien ! Non au CDG EXPRESS ! NON aux trains des « riches » !

Paris, le 15/04/2019



ASSOCIATION
REGROUPANT COLLECTIFS D'USAGERS
ÉLU-E-S
ORGANISATIONS SYNDICALES
PARTIS POLITIQUES
ET CITOYEN-NE-S

